

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. FAULKNER—LES APPELS TÉLÉPHONIQUES DE M. McMILLAN ET LES ALLÉGATIONS RELATIVES AU DÉPUTÉ DE KENORA-RAINY RIVER AU SUJET DE LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Il convient peut-être d'élucider un aspect de la conversation qu'il a eue avec M. McMillan environ deux semaines avant le budget de novembre. Je suis sûr que le secrétaire d'État se souviendra si M. McMillan avait mentionné le nom du député de Kenora-Rainy River (M. Reid) au cours de la conversation. Le secrétaire d'État est-il disposé à affirmer ou à nier catégoriquement que, au cours de cette conversation, M. McMillan, à propos de la source d'information lui permettant de savoir que la taxe sur les moteurs et les bateaux de plus de 20 chevaux serait augmentée de 10 p. 100, a mentionné le propriétaire de Leisureland Marine, une entreprise de Kenora, et que Nelson avait à son tour reçu ce renseignement du député de Kenora-Rainy River? Le secrétaire d'État est-il prêt à le nier?

● (1130)

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Au contraire, monsieur l'Orateur, c'était l'essentiel de la conversation d'hier avec M. McMillan. Il s'en est souvenu, mais dans des conversations comme celle-là, et j'ai reçu bien des demandes de renseignements au sujet du changement possible à la taxe, depuis que je suis membre du Cabinet, j'ai toujours pensé, comme le pensent tous mes collègues, que ces questions ne doivent pas faire l'objet de discussions; j'ai donc cherché à couper court à cet élément de notre conversation.

M. Stanfield: Il serait utile que le ministre soit prêt à affirmer catégoriquement que cette information au sujet de la prétendue hausse de 10 p. 100 de la taxe n'était pas imputable à un certain John Reid, député libéral fédéral de Kenora-Rainy River. Monsieur l'Orateur, je suis désolé, je ne trouve pas cela tellement amusant, mais j'aimerais aller au fond du problème. J'aimerais demander au secrétaire d'État s'il est disposé, de quelque façon que ce soit, à affirmer catégoriquement que cette information n'était pas imputable à un certain John Reid, député libéral fédéral, lors de cet entretien qui a eu lieu deux semaines avant le budget.

M. Faulkner: Comme je l'ai fait remarquer à la Chambre hier, je ne me souviens pas de la conversation. J'ai promis à l'honorable député de Saint-Jean-Est que je communiquerais avec M. McMillan, ce que j'ai fait, et je lui ai demandé s'il m'avait téléphoné. Il a dit oui, et je lui ai demandé ce qu'il m'avait dit et ce que j'ai répondu. Il m'a affirmé qu'il en avait entendu parler d'un concessionnaire de sa région, et je ne puis me rappeler précisément s'il a mentionné le nom de M. Reid. Je crois comprendre que dans sa déposition sous serment, il déclare qu'il l'a fait. Voilà un sujet dont le chef de l'opposition devrait discuter avec M. McMillan. Je ne me souviens pas de la conversation. Je lui ai dit que je n'étais pas disposé à discuter de questions budgétaires.

M. REID—LES PROPOS DE M. McMILLAN AU SUJET DU DÉPUTÉ ET DE LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, dans la poursuite de mes efforts pour aller

Questions orales

au fond de cette affaire et, peut-être, la tirer au clair, je demande, par l'entremise du leader du gouvernement à la Chambre, si son secrétaire parlementaire voudrait commenter une accusation portée par un certain Thomas McMillan, propriétaire d'une maison de fabrication de hors-bord à Peterborough, selon laquelle le propriétaire de Leisureland Marine de Kenora (Ontario) lui aurait appris que le budget allait faire monter la taxe et que sa source d'information était le secrétaire parlementaire.

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'ai parlé à M. Nelson, hier, à l'issue de la période des questions. Il a confirmé qu'il n'avait pas discuté de cette affaire avec moi avant la présentation du budget. Il a confirmé que la seule information qu'il avait eue venait de moi après la présentation du budget et que cette information lui avait été transmise par ma lettre du 19 décembre 1974. Il a alors confirmé qu'il en avait fait part à son représentant de Outboard Marine, pour laquelle il est détaillant, après avoir reçu ma lettre.

Je n'ai pas vu le document, mais d'après ce que le chef de l'opposition a lu, il semble y avoir confusion, car si je comprends bien, la taxe devait être supprimée, non ajoutée; mais je ne veux pas faire plus de commentaires parce que je n'ai pas vu le document. D'après ce qu'on a dit, les propos se contredisent quant à ce que le budget avait réellement proposé et ce qui a été appliqué.

M. Stanfield: Ma question s'adresse au secrétaire parlementaire par l'intermédiaire du leader du gouvernement à la Chambre et a trait non pas à la modification de la taxe après l'exposé budgétaire, mais au budget et au projet de hausse de la taxe de 3 p. 100, comme le proposait le budget de mai 1974, à 10 p. 100 comme le proposait le budget de novembre. On allègue que les renseignements émanant du secrétaire parlementaire environ deux semaines avant l'exposé budgétaire faisaient connaître que la taxe allait passer de 3 à 10 p. 100, ce dont fait foi une déclaration sous serment imputant au secrétaire parlementaire l'origine de ces renseignements. Il est impossible au secrétaire d'État de démentir que le nom du secrétaire parlementaire ait été mentionné dans la conversation, ce dont j'aurais cru qu'il se serait souvenu. Cela se serait produit deux semaines avant la présentation du budget.

M. Reid: Monsieur l'Orateur, je dois dire alors que je le nie catégoriquement. M. Nelson et moi n'avons eu de conversation à propos de la taxe de vente qu'après que le budget eut été déposé, et c'est alors, comme l'auront remarqué les députés qui ont pris connaissance de la correspondance que j'ai déposée hier, que mon mandant a présenté de très fortes et énergiques instances touchant le caractère injuste de la taxe et la façon dont son entreprise allait s'en trouver touchée.

M. REID—LES ALLÉGATIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS AVANT LA PRÉSENTATION DU BUDGET—L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. M. McMillan a déclaré publiquement, à Radio-Canada je crois, qu'il avait été informé au préalable par M. Nelson. Les propos du secrétaire parlementaire ne nient pas le bien-fondé de cette déclaration, mais étant donné le conflit évident qui règne en ce moment à propos de ce qui s'est